



# MOBILISATION NATIONALE POUR LE GRAND ÂGE

Le 24 septembre dernier, plus de 40 000 personnes se sont rassemblées devant les établissements et services pour personnes âgées pour clamer collectivement « *Les Vieux méritent mieux!* ». Une mobilisation massive et rare, lancée par la Fnadepa et 17 autres organisations du Grand âge, pour réclamer des moyens d'urgence et exiger du Gouvernement une loi systémique, garantissant des financements suffisants face à la « vague grise » qui arrive.

**M**ardi 24 septembre, 14h, Aix-en-Provence : les banderoles et affiches sont imprimées, les brassards distribués aux personnels, aux résidents et aux membres de leurs familles présents. Tout l'Ehpad est prêt à aller dehors, et s'installer devant les portes pour clamer à pleine voix « *Les Vieux méritent mieux!* »... Ils ont été plus de 40 000 personnes âgées, familles, professionnels, aidants et bénévoles, présidents et administrateurs à faire de même ce jour-là partout sur le territoire jusqu'en Guadeloupe. D'un même élan, près de 700 Ehpad, résidences autonomie et services à domicile ont organisé ce temps de mobilisation. Pour certains, ce fut sous un format statique, avec un rassemblement devant les portes de la structure le temps d'une photo collective ; pour d'autre plus dynamique, avec cortège dans les rues ou sur le marché, parfois aussi suivi de débats avec les familles, de goûters conviviaux, de rencontres avec les élus ou les médias. Leur mot d'ordre : alerter le grand public sur les difficultés du secteur, réclamer des moyens d'urgence et la réforme nécessaire pour le secteur du Grand âge. Un message largement relayé sur les réseaux sociaux et par les médias, en particulier régionaux, qui se sont fait l'écho de cette mobilisation massive et rare.

En chef d'orchestre, la Fnadepa, qui a déjà organisé deux mobilisations nationales en 2022 et 2023, sous le même slogan « *Les Vieux méritent mieux* ». Dès juin dernier, la Fédération décidait d'en lancer une 3<sup>e</sup> édition, en donnant plus de place au terrain et à un mouvement plus grand, plus collectif. Sur son invitation, dix-sept fédérations et organisations professionnelles du Grand âge se sont donc jointes à cette édition 2024, mobilisant eux aussi leurs réseaux dans les territoires et unissant leur voix lors des conférences de presse organisées à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Rennes... Du jamais vu dans le secteur qui, face à l'ag-



gravation des difficultés, a en effet décidé de hausser la voix.

## UNE SITUATION CRITIQUE FACE AUX DIFFICULTÉS RH ET FINANCIÈRES

En effet, en plus d'une pénurie chronique de personnel dénoncée depuis des années, les établissements et services pour personnes âgées sont confrontés à une dégradation accélérée de leur situation budgétaire. Une situation qui pèse sur la qualité de l'accompagnement des personnes âgées et la survie même de nombre de structures. Le rapport sénatorial « *Ehpad : un modèle à reconstruire* », paru le 25 septembre, confirme la gravité des problèmes financiers. En 2023, 66 % des Ehpad étaient déficitaires, contre seulement 27 % en 2020. Cette année, selon la dernière enquête de la Fnadepa, publiée en septembre, 71 % des établissements et services estiment clôturer 2024 en déficit. Une hausse alarmante, et une situation récurrente qui épuise les trésoreries : 1 établissement



sur 2 n'a plus de réserves de compensation suffisantes. Les raisons de cette dégradation sont connues : impact de l'inflation, insuffisances de financement des mesures salariales, surcoûts de l'intérim... auxquelles il faut ajouter un sous-financement depuis des années par l'État et les départements au regard des besoins réels d'accompagnement. Alors que faire ? Les solutions d'urgence - emprunts, crédits exceptionnels, fonds d'urgence - sont soit épuisées, soit incertaines, reposant sur les départements et l'État. Diminuer le personnel n'est pas non plus envisageable. 64 % des établissements et services en manquent déjà, et ce, à hauteur de 2,7 ETP par structure en moyenne - une carence qui accroît la charge des équipes en poste. En outre, tous, y compris la Cour des comptes, appellent, au contraire, à renforcer les temps d'accompagnement auprès des personnes âgées. En attendant, les professionnels refusent de devoir faire des choix humainement inacceptables tandis que les personnes âgées et leurs proches aidants, eux, s'inquiètent de la qualité de la prise en charge et d'un coût élevé qui reste à leur charge.

## L'URGENCE D'AGIR

Le Grand âge est pris dans un étau, entre accroissement des besoins d'accompagnement d'une population vieillissante d'un côté et moyens contraints, difficultés de recrutement, augmentation des charges et des exigences normatives de l'autre. Un paradoxe alors que le secteur devrait déjà se préparer au changement démographique qui s'amorce. D'ici 2030, en une décennie, le nombre des 75 - 84 ans aura augmenté de 48 %, entraînant, mécaniquement, plus de besoins d'accompagnement social et en soins. Cette (r)évolution démographique appelle à un engagement massif de l'État.

L'action doit être menée sur trois fronts : débloquer un fonds d'urgence de 1,4 milliard d'euros afin d'assurer la survie des établissements et services en grande difficulté et combler les déficits accumulés ; mener une politique

volontariste pour renforcer l'attractivité et la reconnaissance des métiers du Grand âge et, enfin, lancer, une réforme structurelle forte via la loi de programmation comme prévu par la loi du 8 avril 2024, assortie à des financements à la mesure. Les solutions sont en effet connues. La Fnadepa a d'ailleurs présenté, en 2021, « 25 propositions pour réformer durablement l'accompagnement du Grand âge ». Plusieurs ont déjà été mises en œuvre, à la grande satisfaction de la Fédération, mais le plus grand chantier, la réforme structurelle et financière, se fait toujours attendre.

## LE SILENCE GOUVERNEMENTAL

En effet, malgré les appels, l'urgence, la réalité démographique, aucun gouvernement n'a inscrit le vieillissement dans les priorités nationales. Le gouvernement Barnier semble s'inscrire malheureusement dans la lignée de ses prédécesseurs. Le 1<sup>er</sup> octobre, si le Premier ministre a bien évoqué la fraternité dans son discours de politique générale, pas un mot ne fut prononcé sur les enjeux majeurs du vieillissement ou de l'autonomie... Les espoirs se tournent donc vers le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi vers les parlementaires et les décideurs. Au-delà de la dimension humaniste et sociétale, permettre aux aînés de « Bien vieillir » est un sujet trans partisan et consensuel, porteur des valeurs de solidarité de notre République ainsi qu'un investissement pour des métiers non délocalisables, porteurs de sens. Des éléments de poids pour l'avenir de notre pays et de sa cohésion sociale, surtout dans cette période tendue. ■

(1) ADEDOM, AD-PA, CNDEPAH, FEHAP, FESP, FHF, FNAAFP/CSF, FNAPAEF, FNAQPA, GEPSO, NEXEM, Les Petits Frères des Pauvres, SYNERPA, UNA, UNASSI, UNCCAS et UNIOPSS